



**COMMUNICATION EN CONSEIL DES MINISTRES RELATIVE
A LA SITUATION DES OPERATIONS DE PASSATION DES
MARCHES PUBLICS A FIN SEPTEMBRE 2014**

SOMMAIRE

I.SITUATION DES OPERATIONS DE PASSATION DES MARCHES PUBLICS A FIN SEPTEMBRE 2014.....	3
1.1. Lignes à marchés par type d'entités à fin septembre 2014	3
1.2. Planification et mise en exécution des lignes à marchés	4
1.3. Marchés approuvés par mode de passation à fin septembre 2014	4
II.SITUATION DES DELAIS DE PASSATION DES MARCHES PUBLICS A FIN SEPTEMBRE 2014	6
2.1. Mécanisme de suivi des délais.....	6
2.2. Situation des délais observés à fin septembre 2014	7
III.MESURES PRISES POUR L'AMELIORATION DE L'EFFICACITE DES MARCHES PUBLICS	7
3.1. Renforcement du cadre réglementaire	7
3.2. Renforcement des outils de gestion	8
3.3. Renforcement des capacités.....	8
IV.PERSPECTIVES POUR LA FIN DE GESTION 2014.....	9
CONCLUSION	10
LISTE DES ANNEXES.....	11
LISTE DES TABLEAUX	11
LISTE DES GRAPHIQUES	11

INTRODUCTION

Dans le cadre de sa politique de développement économique et social, le Gouvernement consacre une partie importante du budget à l'acquisition de biens et services en vue du bien-être de la population.

Sur un budget estimé à 4407,5 milliards FCFA pour l'exercice 2014, environ 1802,8 milliards FCFA (41% du budget) sont soumis aux procédures de passation des marchés publics.

Ce niveau de budget doit être exécuté dans un souci de transparence et de célérité en vue de l'atteinte des objectifs annuels d'investissement.

La présente communication vise (i) à informer le Gouvernement sur l'état d'exécution des lignes de crédits du budget éligibles aux procédures de passation des marchés publics, (ii) à relever les contraintes et difficultés rencontrées et, (iii) enfin, à présenter les dispositions prises pour améliorer le système de passation des marchés publics.

Cette communication s'articule autour des points ci-après :

- situation des opérations de passation des marchés publics à fin septembre 2014 ;
- situation des délais d'exécution des marchés publics à fin septembre 2014 ;
- mesures prises pour l'amélioration de l'efficacité des marchés publics ;
- perspectives pour la fin de gestion 2014.

I. SITUATION DES OPERATIONS DE PASSATION DES MARCHES PUBLICS A FIN SEPTEMBRE 2014

1.1. Lignes à marchés par type d'entités à fin septembre 2014

En application de l'article 6 du Code des marchés publics relatif au principe de l'obligation de passer marché, 3589 lignes soumises à la procédure de passation des marchés publics ont été identifiées (cf. tableau 1) et portent sur un montant total de 1 802,8 milliards FCFA, contre 3265 lignes pour un montant total de 993,9 milliards à fin septembre 2013, soit une augmentation de 10% en nombre et 81% en valeur en 2014.

Sur l'ensemble de ces 3589 lignes éligibles à fin septembre 2014, 41,3% sont des lignes d'administrations centrales, 32,8% émanent des collectivités décentralisées, 13,5% relèvent des établissements publics nationaux et 12,4% concernent les sociétés d'Etat. Le tableau ci-après montre la répartition des lignes à marchés par type d'entités.

Tableau n°1 : Répartition des lignes à marchés par type d'entités à fin septembre 2014

Type de structure	Nombre de lignes soumises à marché	%	Montant total des lignes soumises à marché (FCFA)	%	Nombre de plannings validés	%	Dotation des lignes planifiées (FCFA)
Administration	1 483	41,3	879 780 062 605	48,8	974	52,0	454 796 598 899
Collectivités	1 177	32,8	87 036 831 911	4,8	334	17,8	26 237 012 138
Etablissements Publics Nationaux	484	13,5	120 729 494 444	6,7	479	25,6	76 076 302 755
Sociétés d'Etat	445	12,4	715 271 787 420	39,7	85	4,6	379 696 653 444
TOTAL	3 589	100,0	1 802 818 176 380	100,0	1 872	100,0	936 806 567 236

Source: DMP

1.2. Planification et mise en exécution des lignes à marchés

Conformément à l'article 18 du Code des marchés publics, le plan de passation des marchés (PPM) pour l'exercice budgétaire 2014, a été élaboré et publié dans le Bulletin Officiel des Marchés Publics et sur le site web de la Direction des Marchés Publics (DMP). Le PPM publié contient 1400 opérations de passation de marchés. Afin de prendre en compte les nouvelles opérations de passation de marchés planifiées en cours de gestion, une mise à jour du PPM est faite régulièrement à l'aide du Système Intégré de Gestion des Marchés Publics (SIGMAP). A fin septembre 2014, 472 nouvelles opérations ont été intégrées au SIGMAP, établissant le nombre d'opérations planifiées à 1872 (cf. tableau 2).

Un nombre de 1525 dossiers d'appels d'offres (DAO) a été examiné par la Direction des Marchés Publics (DMP) contre 830 sur la même période en 2013, soit 83,7% d'augmentation. Les avis d'appels d'offres publiés dans le Bulletin Officiel des Marchés Publics sont au nombre de 1262, contre 655 à fin septembre 2013. Les 263 dossiers non publiés sont relatifs à des appels d'offres restreints.

Tableau n°2 : Répartition des lignes à marchés ayant fait l'objet de planification à fin septembre 2014

Années	Nombre de lignes à marchés	PGPM	PPM	Nombre d'opérations planifiées dans le SIGMAP	Nombre total de DAO reçus	AAO publiés				
						Travaux	Fournitures	Prestations courantes	Services	TOTAL AAO publiés
2014	3589	1634	1400	1872	1525	676	368	173	45	1262
2013	3265	—		1580	830	213	266	110	66	655

Source: DMP SIGMAP = Système Intégré de Gestion des Marchés Publics DAO = Dossier d'Appel d'Offres AAO = Avis d'Appel d'Offres
NB : _ = la mise en œuvre des PGPM et PPM a démarré en 2014

1.3. Marchés approuvés par mode de passation à fin septembre 2014

La valeur totale des marchés approuvés s'élève à 485,7 milliards FCFA (cf. tableau 3), en hausse de 23,7 milliards FCFA (soit 5,1%) et de 225,6 milliards FCFA (soit 86,7%) par rapport, respectivement à fin septembre 2013 et fin juin 2014 (cf. tableau 3).

Tableau n°3 : Répartition des marchés approuvés par mode de passation à fin septembre 2014

Modes de passation	Janvier-février-mars2014				Avril-mai-juin2014				Juillet-août-septembre2014				Janvier à fin septembre2014			
	Nb	%	Montant en milliards de FCFA	%	Nb	%	Montant en milliards de FCFA	%	Nb	%	Montant en milliards de FCFA	%	Nb	%	Montant en milliards de FCFA	%
Appel d'offres ouvert	59	64,1	41	80,9	271	41,3	158,0	75,6	591	50,9	160,5	71,2	921	48,3	359,9	74,1
Appel d'offres restreint	10	10,9	3	5,0	70	10,7	27,2	13,1	134	11,5	28,8	12,8	214	11,2	58,8	12,1
Sous total procédures concurrentielles	69	75,0	44	85,9	341	52,0	185,2	88,7	725	62,4	189,3	84,0	1135	59,5	418,7	86,2
Gré à gré	7	7,6	3,1	6,1	22	3,4	12,1	5,8	76	6,6	17,6	7,8	105	5,5	32,8	6,8
Avenant	5	5,4	1,4	2,7	48	7,3	1,4	0,7	42	3,6	1,6	0,7	95	5,0	4,4	0,9
Convention	5	5,5	2,5	4,9	18	2,7	3,8	1,7	24	2,1	6,8	3,0	47	2,5	13,1	2,7
Lettre de commande valant marché	6	6,5	0,2	0,4	227	34,6	6,4	3,1	294	25,3	10,1	4,5	527	27,5	16,7	3,4
Sous total procédures non concurrentielles	23	25,0	7,2	14,1	315	48,0	23,7	11,3	436	37,6	36,1	16,0	774	40,5	67,0	13,8
TOTAL	92	100	51,2	100	656	100	208,9	100	1161	100	225,4	100	1909	100	485,7	100

Source: DMP

A fin septembre 2014, les marchés passés par **appels d'offres ouverts** représentent en valeur **74,1%** du montant des marchés approuvés (359,9 milliards FCFA) et en nombre **48,3%** des marchés approuvés contre respectivement **28,6%** en valeur et **42,3%** en nombre des marchés approuvés à fin septembre 2013. Il convient de noter que par rapport à fin septembre 2013, le nombre de marchés approuvés passés par appel d'offres ouvert à fin septembre 2014 a augmenté de 39,3% (passant de 661 à 921 marchés). Le montant de ces marchés représente **2,7 fois** celui de la même période en 2013 qui s'élevait à 132,3 milliards FCFA.

Le montant des marchés passés par appels d'offres restreints s'élève à 58,8 milliards FCFA, soit **12,1%** du montant total des marchés approuvés, contre 13,9 milliards FCFA à fin septembre 2013.

Quant aux **marchés de gré à gré**, ils représentent **6,8%** du total des marchés approuvés en valeur contre **51,8%** à fin septembre 2013. Ce qui traduit les efforts du Gouvernement en matière de réduction des procédures dérogatoires.

En ce qui concerne le **Programme Présidentiel d'Urgence (PPU)**, 56 marchés ont été approuvés à fin septembre 2014 pour un montant de 35 milliards, soit 7% en valeur du montant total des marchés approuvés contre 2% à fin juin 2014, pour un volume de 4,9 milliards. Comparativement à fin septembre 2013, le niveau des marchés approuvés et financés par le PPU qui était de 55 milliards, a baissé de 36%. Cela s'explique par le fait que des marchés passés après fin juin 2014 n'ont pas encore été approuvés.

Quant au Contrat de Désendettement et de Développement (C2D), 54 marchés ont été approuvés pour un montant de 70,9 milliards à fin septembre 2014, soit 15% en valeur du montant total des marchés approuvés contre 9% à fin juin 2014 pour un montant de 25,1 milliards FCFA. A fin septembre 2013, le C2D était au stade de la signature des conventions d'affectation de crédits et les premières opérations étaient en cours de passation.

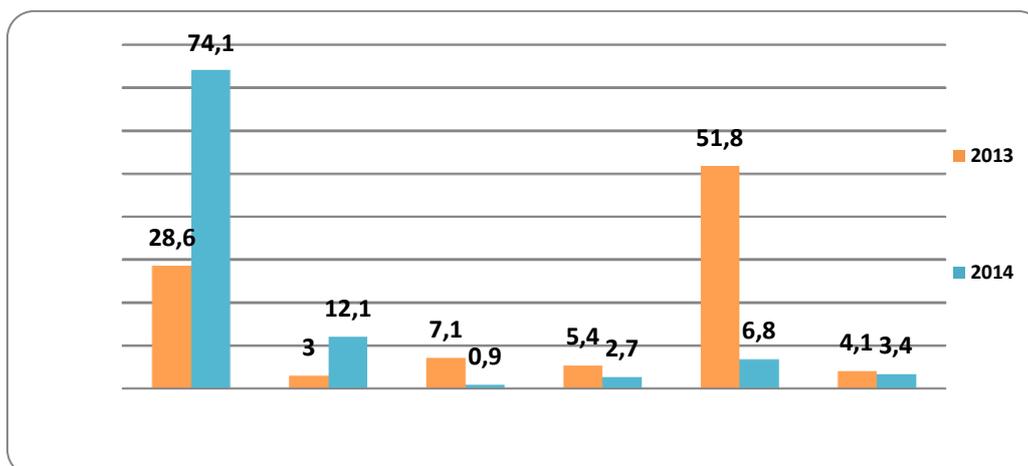
Tableau N°4 : Répartition des marchés approuvés PPU et C2D

Modes de passation	Programme Présidentiel d'Urgence (PPU)				Contrat de Désendettement et de Développement (C2D)			
	Nb	%	Montant (en FCFA)	%	Nb	%	Montant (en FCFA)	%
Appel d'offres ouvert	29	51,8	8 309 196 467	23,7	28	51,9	48 836 588 405	68,9
Appel d'offres restreint	17	30,4	15 970 559 056	45,7	7	13,0	13 924 851 841	19,6
Gré à gré	4	7,1	10 086 506 701	28,8	4	7,4	1 479 910 235	2,1
Avenant	2	3,6	-	0,0	3	5,6	261 121 534	0,4
Convention	4	7,1	645 545 486	1,8	12	22,2	6 403 033 698	9,0
Lettre de commande valant marché	0	0,0	-	0,0	0	0,0	-	0,0
TOTAL	56	100,0	35 011 807 710	100,0	54	100,0	70 905 505 713	100,0

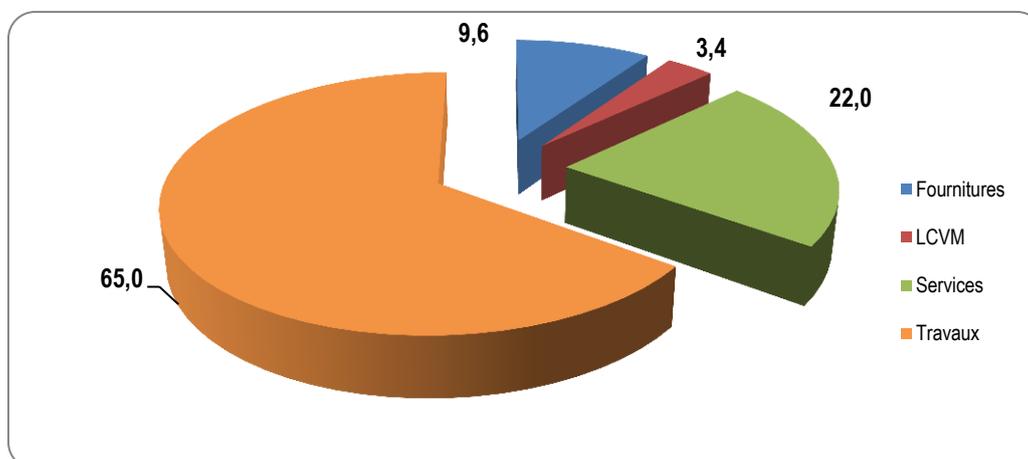
Source: DMP

Les graphiques ci-dessous présentent les marchés approuvés respectivement par mode et par type de passation. (cf. annexes 1 et 2 pour le détail par ministère et institutions).

Graphique n°1 : Répartition des marchés approuvés par mode de passation à fin septembre 2013 et 2014 (en % des montants)



Graphique n°2 : Répartition des marchés approuvés par type de passation à fin septembre 2014 (en % des montants)



II. SITUATION DES DELAIS DE PASSATION DES MARCHES PUBLICS A FIN SEPTEMBRE 2014

2.1. Mécanisme de suivi des délais

Pour le suivi et l'encadrement des délais de passation des marchés publics, un cadre réglementaire a été mis en place par le Ministre auprès du Premier Ministre chargé du Budget en vue du respect et de la célérité des opérations. Ce cadre est matérialisé par :

- l'arrêté n°068/MPMB/CAB du 21 février 2014 portant création du Comité de suivi des délais de passation des marchés et d'exécution de la dépense (DOC-DPMED). Ce Comité se réunit deux (2) fois par mois depuis le 04 mars 2014. Il a permis la mise en place de matrices de suivi et de contrôle des délais internes à la DMP et de ceux relevant des acteurs extérieurs. A ce titre, 39 courriers de relance ont été adressés à 17

ministères et structures sous tutelle qui enregistrent un dépassement des délais en vigueur aux différentes étapes de la procédure (annexe 3b) ;

- le décret n°2014-306 du 27 mai 2014 modifiant le décret n°2009-259 du 06 août 2009 portant Code des marchés publics. Ce décret porte réduction des délais de passation et d'exécution des marchés à quatre-vingt-huit (88) jours.

2.2. Situation des délais observés à fin septembre 2014

De janvier à septembre 2014, quinze (15) ministères et institutions sur trente-quatre (34) ont effectué des opérations de passation de marchés publics allant de l'examen des dossiers d'appel d'offres à l'approbation des marchés (cf. annexe 3a).

A fin septembre 2014, le délai moyen de passation de marchés est de **112 jours** contre **115 jours** à fin juin 2014 (délai ne concernant que les marchés dont le processus de passation a démarré en 2014). Le délai de passation le plus court est de 91 jours et le plus long est de 147 jours pour l'ensemble des ministères ayant déroulé toute la procédure à fin septembre 2014. L'on note une légère baisse du délai moyen, toutefois les efforts doivent se poursuivre afin de se rapprocher d'avantage du délai de 88 jours prescrit par le décret précité.

III. MESURES PRISES POUR L'AMELIORATION DE L'EFFICACITE DES MARCHES PUBLICS

3.1. Renforcement du cadre réglementaire

Dans le cadre de l'amélioration du dispositif réglementaire de passation des marchés publics, des textes ont été pris et des actions sont menées par le Ministre auprès du Premier Ministre, chargé du Budget. Il s'agit notamment de :

- **l'arrêté n°118 MPMB du 26 mars 2014** portant modalités d'application des sanctions des violations de la réglementation des marchés publics. En application de cet arrêté, les entreprises SIFRET, GETECI, LE BATISSEUR et SARIMEX ayant commis des irrégularités lors des appels d'offres ont été exclues pour deux ans de participation aux marchés publics.
- **l'arrêté n°325/MPMB/DGBF du 23 mai 2014** portant composition et fonctionnement des Cellules de passation des marchés publics. A cet égard, le processus de mise en place des cellules a été engagé. Une phase pilote est en cours d'exécution avec la mise en place de ces cellules dans sept (7) ministères. Les termes de référence pour le recrutement du responsable de la cellule et de ses deux (2) assistants ont été élaborés. A cet effet, des avis à manifestation d'intérêt ont été lancés dans les n°1270 et n°1271 du Bulletin Officiels des Marchés Publics respectivement les 23 et 30 septembre 2014 pour cinq (5) ministères que sont, le Ministère auprès du Président de la République, chargé de la Défense, le Ministère d'Etat, Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité, le Ministère des Infrastructures Economiques, le Ministère de la Santé et de la Lutte contre le Sida et le Ministère de l'Agriculture. Il reste deux (2) ministères que sont, le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique et le Ministère de l'Education Nationale et de l'Enseignement Technique, qui devront clôturer le processus de recrutement des animateurs des cellules de passation des marchés, pour cette phase pilote.

3.2. Renforcement des outils de gestion

Dans le but de renforcer le dispositif existant, en plus du dossier d'appel d'offres allégé relatif à la commande de carburant et du manuel de procédures des marchés publics, disponible sur le site de la DMP, d'autres outils ont été mis en place. Il s'agit notamment :

- des dossiers d'appel d'offres allégés pour les marchés de travaux non complexes et de fournitures courantes. Ces dossiers élaborés par la DMP sont disponibles sur son site (<http://www.marchespublics.ci>) ;
- des guides de procédures élaborés en trois fascicules (appel d'offres ouvert, appel d'offres restreint et marché de gré à gré) couvrant tout le champ des marchés publics progressivement disponibles également sur le site (<http://www.marchespublics.ci>) depuis la fin du mois de septembre 2014 ;
- du module I « fournitures-équipements » de la Banque de Données des Prix de Référence (BDPR) disponible sur ce même site (<http://www.marchespublics.ci>) depuis le 02 septembre 2014, avec 810 items répertoriés et codifiés.

3.3. Renforcement des capacités

Au troisième trimestre 2014, des sessions de formation à l'endroit de diverses cibles ont été effectuées et d'autres prévues pour le renforcement des capacités des acteurs publics et privés du système de passation des marchés publics. Il s'agit notamment :

- du processus de sensibilisation des membres des Cabinets ministériels sur l'importance de leur responsabilité dans l'exécution efficace du budget de leurs ministères qui s'est déroulé du 1^{er} au 29 juillet 2014. Au total, 298 participants ont été informés et sensibilisés ;
- de la formation des PME/PMI membres de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Côte d'Ivoire sur les règles et principes fondamentaux des marchés publics et l'appropriation du nouveau Dossier Type d'Appel d'Offres (DTAO). Cette formation s'est déroulée les 17 et 24 septembre 2014 et a concerné 61 participants ;
- de la formation de 17 membres des PME/PMI de la Chambre de Commerce et d'Industrie Française en Côte d'Ivoire sur l'appropriation du nouveau DTAO. Cette formation s'est déroulée le 25 septembre 2014 ;
- de la formation de 20 Inspecteurs du Trésor sur la passation, l'approbation, l'exécution et la régulation des marchés publics, qui s'est déroulée du 23 au 25 septembre 2014 ;
- de l'appui technique au Centre de Promotion des Investissements en Côte d'Ivoire (CEPICI) relatif au montage du dossier d'appel d'offres, du projet de marché et de la numérotation des marchés ;
- de la poursuite du renforcement des capacités des cadres de la DMP sur les thèmes suivants : la méthodologie d'instruction des procédures dérogatoires, la bonne gouvernance dans les marchés publics et la rédaction administrative.

Par ailleurs, l'Etat de Côte d'Ivoire représenté par le Ministre auprès du Premier Ministre chargé du Budget a signé le vendredi 18 juillet dernier, un protocole d'accord de Coopération avec l'Assistance au Développement des Echanges en Technologies Economiques et Financières (ADETEF) pour le renforcement des capacités en passation des marchés publics.

IV. PERSPECTIVES POUR LA FIN DE GESTION 2014

Au titre des mesures à court terme, il s'agira de procéder à la sensibilisation des autorités contractantes sur :

- la nécessité d'élaborer les plans généraux de passation des marchés publics (PGPM) pour la gestion 2015, afin d'anticiper le lancement des procédures à fin décembre 2014 ;
- l'application effective de l'article 18 du Code des marchés publics qui prescrit qu'aucune ligne n'ayant fait l'objet de planification ne pourra être exécutée par les procédures de marchés publics ;
- la poursuite et la vulgarisation auprès des autorités contractantes, des nouveaux dossiers types d'appel d'offres pour les travaux, les fournitures et services connexes et les prestations intellectuelles ;
- l'édition et la vulgarisation du manuel de procédures des marchés publics ;
- la poursuite de la formation des acteurs des marchés publics ;
- le lancement du projet de Catégorisation des entreprises du Bâtiment et des Travaux Publics (BTP).

CONCLUSION

L'exécution du budget à fin septembre 2014 fait apparaître des points d'amélioration notamment le recours à l'appel d'offres comme norme d'acquisition des biens et services et la réduction des délais de passation de marchés par rapports aux années précédentes.

En effet, le taux de gré à gré de janvier à fin septembre 2014 est de 6,8% comparé à 51,8% à la même période en 2013.

Le délai moyen de passation des marchés est de **112 jours**, comparé à environ 322 jours en 2013. Ce délai quoiqu'en baisse reste encore supérieur au délai réglementaire de 88 jours défini dans le décret n°2014-306 du 27 mai 2014 modifiant le décret n°2009-259 du 06 août 2009 portant Code des marchés publics

Des actions spécifiques seront menées au dernier trimestre sur des phases bien précises du processus de passation, notamment le montage et la numérotation des marchés, où la sensibilisation des différents acteurs permettra de réduire de façon significative les délais.

La mise en place des DAO allégés, des guides de procédure et le renforcement des capacités au 4^e trimestre, permettront également de réduire les délais et de fluidifier d'avantage le processus de passation des marchés publics.

Telle est l'économie de la présente communication relative à la situation des opérations de passation des marchés publics à fin septembre 2014, soumise à l'adoption du Conseil des Ministres.

**LE MINISTRE AUPRES DU PREMIER MINISTRE,
CHARGE DU BUDGET**

Abdourahmane CISSE

LISTE DES ANNEXES

Annexe 1-Synthèse des marchés approuvés par mode de passation, par ministère et institution

Annexe 2-Synthèse des marchés approuvés par type de marchés, par ministère et institution

Annexe 3a-Point des courriers de relance

Annexe 3b-Point des délais de passation de marchés

Annexe 4-Situation sur les activités de formation et de renforcement de capacités.

LISTE DES TABLEAUX

Tableau n°1 : Répartition des lignes à marchés par type d'entités à fin septembre 2014

Tableau n°2 : Répartition des lignes à marchés ayant fait l'objet de planification à fin septembre 2014

Tableau n°3 : Répartition des marchés approuvés par mode de passation à fin septembre 2014

Tableau n°4 : Répartition des marchés approuvés PPU et C2D

Tableau N°5 : Délais de passation des marchés par étape à fin septembre 2014

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique n°1 : Répartition des marchés approuvés par mode de passation à fin septembre 2013 et 2014

Graphique n°2 : Répartition des marchés approuvés par type de passation à fin septembre 2014



Direction des Marchés Publics

Union-Discipline-Travail

Annexe 1

SIGMAP

MARCHES PAR MODE DE PASSATION PAR MINISTÈRE ET INSTITUTION

Gestion : 2014

Du : 01/01/2014

Au : 30/09/2014

MINISTÈRE	TOTAL		A00		AOR		GAG		LCVM		CONV		AVE	
	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%
	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	62	3,2%	36	3,9%	15	7,0%	2	1,9%	4	0,8%	3	6,4%	2	2,1%
	18 385 739 168	3,8%	8 321 791 749	2,3%	2 314 413 738	3,9%	7 011 217 999	21,4%	225 649 996	1,3%	512 665 686	3,9%	0	0,0%
MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE	114	6,0%	29	3,1%	6	2,8%	29	27,6%	40	7,6%	1	2,1%	9	9,5%
	20 549 192 603	4,2%	12 471 833 884	3,5%	197 332 910	0,3%	6 950 687 362	21,2%	644 222 717	3,8%	85 000 000	0,7%	200 115 730	4,5%
MINISTÈRE DES INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES	210	11,0%	80	8,7%	56	26,2%	7	6,7%	18	3,4%	10	21,3%	39	41,1%
	194 017 822 727	39,9%	138 037 843 159	38,3%	43 291 366 615	73,7%	6 151 502 888	18,7%	749 879 999	4,5%	3 158 806 500	24,2%	2 628 423 566	59,3%
MINISTÈRE AUPRÈS DU PREMIER MINISTRE CHARGE DU BUDGET	104	5,4%	52	5,6%	18	8,4%	18	17,1%	5	0,9%	8	17,0%	3	3,2%
	16 497 931 417	3,4%	4 586 796 839	1,3%	4 531 061 874	7,7%	4 601 268 310	14,0%	98 990 000	0,6%	2 679 814 394	20,5%	0	0,0%
MINISTÈRE DE LA JUSTICE, DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES PUBLIQUES	16	0,8%	12	1,3%	0	0,0%	1	1,0%	1	0,2%	0	0,0%	2	2,1%
	3 504 657 065	0,7%	724 283 164	0,2%	0	0,0%	1 718 064 264	5,2%	762 499 982	4,6%	0	0,0%	299 809 655	6,8%
MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DE LA LUTTE CONTRE LE SIDA	154	8,1%	103	11,2%	7	3,3%	6	5,7%	30	5,7%	5	10,6%	3	3,2%
	9 499 063 936	2,0%	5 194 504 615	1,4%	474 652 978	0,8%	1 706 650 847	5,2%	539 476 336	3,2%	1 581 535 785	12,1%	2 243 375	0,1%
MINISTÈRE DE LA CONSTRUCTION, DE L'ASSAINISSEMENT ET DE L'URBANISME	70	3,7%	34	3,7%	1	0,5%	9	8,6%	20	3,8%	1	2,1%	5	5,3%
	5 187 370 050	1,1%	2 676 709 063	0,7%	94 080 000	0,2%	1 588 669 903	4,8%	533 840 384	3,2%	21 493 700	0,2%	272 577 000	6,1%
MINISTÈRE D'ETAT, MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR	364	19,1%	171	18,6%	61	28,5%	13	12,4%	118	22,4%	0	0,0%	1	1,1%
	19 088 891 513	3,9%	7 557 398 691	2,1%	3 918 702 035	6,7%	1 343 908 460	4,1%	6 264 292 750	37,4%	0	0,0%	4 589 577	0,1%



Direction des Marchés Publics

Union-Discipline-Travail

Annexe 1

SIGMAP

MARCHES PAR MODE DE PASSATION PAR MINISTÈRE ET INSTITUTION

MINISTÈRE	TOTAL		A00		A0R		GAG		LCVM		CONV		AVE	
	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%
	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%
MINISTÈRE D'ETAT, MINISTÈRE DE L'EMPLOI, DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	57	3,0%	23	2,5%	5	2,3%	3	2,9%	17	3,2%	4	8,5%	5	5,3%
	7 865 934 995	1,6%	2 761 786 153	0,8%	397 914 320	0,7%	729 605 033	2,2%	262 679 984	1,6%	3 567 316 505	27,3%	146 633 000	3,3%
MINISTÈRE DES TRANSPORTS	13	0,7%	0	0,0%	3	1,4%	1	1,0%	9	1,7%	0	0,0%	0	0,0%
	729 052 060	0,2%	0	0,0%	216 681 703	0,4%	313 935 360	1,0%	198 434 997	1,2%	0	0,0%	0	0,0%
MINISTÈRE DÉLÉGUÉ AUPRES DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, CHARGE DE LA DÉFENSE	39	2,0%	23	2,5%	0	0,0%	4	3,8%	4	0,8%	0	0,0%	8	8,4%
	2 885 248 126	0,6%	2 512 605 429	0,7%	0	0,0%	181 990 662	0,6%	90 623 763	0,5%	0	0,0%	100 028 272	2,3%
MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	79	4,1%	37	4,0%	12	5,6%	1	1,0%	23	4,4%	0	0,0%	6	6,3%
	13 969 960 306	2,9%	12 079 153 754	3,4%	932 743 805	1,6%	160 720 000	0,5%	730 993 550	4,4%	0	0,0%	66 349 197	1,5%
PREMIER MINISTRE, MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE DES FINANCES ET DU BUDGET	31	1,6%	22	2,4%	0	0,0%	3	2,9%	4	0,8%	0	0,0%	2	2,1%
	1 857 912 106	0,4%	1 524 604 187	0,4%	0	0,0%	137 640 535	0,4%	70 900 001	0,4%	0	0,0%	124 767 383	2,8%
MINISTÈRE DES EAUX ET FORÊTS	23	1,2%	10	1,1%	0	0,0%	1	1,0%	12	2,3%	0	0,0%	0	0,0%
	991 444 179	0,2%	313 986 275	0,1%	0	0,0%	80 358 000	0,2%	597 099 904	3,6%	0	0,0%	0	0,0%
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE	155	8,1%	114	12,4%	2	0,9%	2	1,9%	20	3,8%	11	23,4%	6	6,3%
	26 224 807 606	5,4%	23 917 519 847	6,6%	90 686 080	0,2%	48 905 200	0,1%	599 399 911	3,6%	1 117 143 700	8,5%	451 152 868	10,2%
MINISTÈRE AUPRÈS DU PREMIER MINISTRE CHARGÉ DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES	41	2,1%	21	2,3%	2	0,9%	1	1,0%	16	3,0%	0	0,0%	1	1,1%
	23 411 767 021	4,8%	22 811 078 793	6,3%	219 999 971	0,4%	37 814 464	0,1%	342 873 793	2,0%	0	0,0%	0	0,0%
MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION	16	0,8%	4	0,4%	0	0,0%	1	1,0%	10	1,9%	1	2,1%	0	0,0%
	754 691 131	0,2%	373 971 599	0,1%	0	0,0%	37 185 733	0,1%	268 193 119	1,6%	75 340 680	0,6%	0	0,0%



Direction des Marchés Publics

Union-Discipline-Travail

Annexe 1

SIGMAP

MARCHES PAR MODE DE PASSATION PAR MINISTERE ET INSTITUTION

MINISTERE	TOTAL		A00		AOR		GAG		LCVM		CONV		AVE	
	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%
	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%
MINISTÈRE DES RESSOURCES ANIMALES ET HALIEUTIQUES	13	0,7%	0	0,0%	0	0,0%	3	2,9%	10	1,9%	0	0,0%	0	0,0%
	416 048 473	0,1%	0	0,0%	0	0,0%	18 548 523	0,1%	397 499 950	2,4%	0	0,0%	0	0,0%
MINISTÈRE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA RÉFORME ADMINISTRATIVE	19	1,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	18	3,4%	1	2,1%	0	0,0%
	527 513 009	0,1%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	336 000 000	2,0%	191 513 009	1,5%	0	0,0%
MINISTÈRE DU COMMERCE	40	2,1%	10	1,1%	7	3,3%	0	0,0%	23	4,4%	0	0,0%	0	0,0%
	1 535 217 561	0,3%	816 628 645	0,2%	245 000 000	0,4%	0	0,0%	473 588 916	2,8%	0	0,0%	0	0,0%
MINISTÈRE DE LA FAMILLE, DE LA FEMME ET DE L'ENFANT	38	2,0%	3	0,3%	0	0,0%	0	0,0%	35	6,6%	0	0,0%	0	0,0%
	476 339 289	0,1%	143 639 322	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	332 699 967	2,0%	0	0,0%	0	0,0%
MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DES MINES	22	1,2%	5	0,5%	4	1,9%	0	0,0%	13	2,5%	0	0,0%	0	0,0%
	1 124 405 190	0,2%	293 898 994	0,1%	502 955 996	0,9%	0	0,0%	327 550 200	2,0%	0	0,0%	0	0,0%
MINISTÈRE D'ETAT, MINISTÈRE DU PLAN ET DU DÉVELOPPEMENT	21	1,1%	7	0,8%	0	0,0%	0	0,0%	14	2,7%	0	0,0%	0	0,0%
	962 496 831	0,2%	655 660 272	0,2%	0	0,0%	0	0,0%	306 836 559	1,8%	0	0,0%	0	0,0%
MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA FRANCOPHONIE	24	1,3%	5	0,5%	2	0,9%	0	0,0%	17	3,2%	0	0,0%	0	0,0%
	584 741 787	0,1%	235 004 990	0,1%	47 640 000	0,1%	0	0,0%	302 096 797	1,8%	0	0,0%	0	0,0%
COMMISSION ELECTORALE INDEPENDANTE	6	0,3%	0	0,0%	1	0,5%	0	0,0%	5	0,9%	0	0,0%	0	0,0%
	269 000 000	0,1%	0	0,0%	50 000 000	0,1%	0	0,0%	219 000 000	1,3%	0	0,0%	0	0,0%
CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	9	0,5%	0	0,0%	1	0,5%	0	0,0%	8	1,5%	0	0,0%	0	0,0%
	313 899 996	0,1%	0	0,0%	150 000 000	0,3%	0	0,0%	163 899 996	1,0%	0	0,0%	0	0,0%
MINISTÈRE DU TOURISME	10	0,5%	4	0,4%	2	0,9%	0	0,0%	4	0,8%	0	0,0%	0	0,0%
	340 835 129	0,1%	90 554 947	0,0%	90 000 000	0,2%	0	0,0%	160 280 182	1,0%	0	0,0%	0	0,0%
MEDIATURE	3	0,2%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	3	0,6%	0	0,0%	0	0,0%
	145 340 000	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	145 340 000	0,9%	0	0,0%	0	0,0%
MINISTÈRE DES SPORTS ET LOISIRS	18	0,9%	8	0,9%	0	0,0%	0	0,0%	10	1,9%	0	0,0%	0	0,0%
	428 165 113	0,1%	285 491 015	0,1%	0	0,0%	0	0,0%	142 674 098	0,9%	0	0,0%	0	0,0%



Direction des Marchés Publics

Union-Discipline-Travail

Annexe 1

SIGMAP

MARCHES PAR MODE DE PASSATION PAR MINISTÈRE ET INSTITUTION

MINISTÈRE	TOTAL		A00		A0R		GAG		LCVM		CONV		AVE	
	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%
	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%
MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	1	0,1%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	1	1,1%
	135 700 000	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	135 700 000	3,1%
MINISTÈRE CHARGÉ DE L'INTÉGRATION AFRICAINE	5	0,3%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	3	0,6%	2	4,3%	0	0,0%
	125 126 666	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	45 000 000	0,3%	80 126 666	0,6%	0	0,0%
COUR SUPREME	5	0,3%	0	0,0%	3	1,4%	0	0,0%	2	0,4%	0	0,0%	0	0,0%
	208 500 000	0,0%	0	0,0%	91 000 000	0,2%	0	0,0%	117 500 000	0,7%	0	0,0%	0	0,0%
PARQUET GENERAL	3	0,2%	0	0,0%	1	0,5%	0	0,0%	2	0,4%	0	0,0%	0	0,0%
	142 955 000	0,0%	0	0,0%	48 750 000	0,1%	0	0,0%	94 205 000	0,6%	0	0,0%	0	0,0%
COUR DES COMPTES	1	0,1%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	1	0,2%	0	0,0%	0	0,0%
	59 000 000	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	59 000 000	0,4%	0	0,0%	0	0,0%
MINISTÈRE DU PÉTROLE ET DE L'ÉNERGIE	74	3,9%	69	7,5%	2	0,9%	0	0,0%	3	0,6%	0	0,0%	0	0,0%
	68 640 393 290	14,1%	68 047 493 216	18,9%	536 134 174	0,9%	0	0,0%	56 765 900	0,3%	0	0,0%	0	0,0%
MINISTÈRE DES POSTES ET DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE COMMUNICATION	10	0,5%	8	0,9%	0	0,0%	0	0,0%	2	0,4%	0	0,0%	0	0,0%
	38 788 894 368	8,0%	38 739 714 368	10,8%	0	0,0%	0	0,0%	49 180 000	0,3%	0	0,0%	0	0,0%
MINISTÈRE D'ÉTAT, MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES	2	0,1%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	2	0,4%	0	0,0%	0	0,0%
	30 000 000	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	30 000 000	0,2%	0	0,0%	0	0,0%
GRANDE CHANCELLERIE	2	0,1%	0	0,0%	1	0,5%	0	0,0%	1	0,2%	0	0,0%	0	0,0%
	61 500 000	0,0%	0	0,0%	48 000 000	0,1%	0	0,0%	13 500 000	0,1%	0	0,0%	0	0,0%
CONSEIL CONSTITUTIONNEL	1	0,1%	0	0,0%	1	0,5%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
	96 300 000	0,0%	0	0,0%	96 300 000	0,2%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%



Direction des Marchés Publics

Union-Discipline-Travail

Annexe 1

SIGMAP

MARCHES PAR MODE DE PASSATION PAR MINISTERE ET INSTITUTION

MINISTERE	TOTAL		A00		A0R		GAG		LCVM		CONV		AVE	
	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%
	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%
MINISTÈRE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE	34	1,8%	31	3,4%	1	0,5%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	2	2,1%
	4 944 391 411	1,0%	4 787 391 411	1,3%	157 000 000	0,3%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
TOTAL	1 909	100,0%	921	48,2%	214	11,2%	105	5,5%	527	27,6%	47	2,5%	95	5,0%
	485 778 249 122	100,0%	359 961 344 381	74,1%	58 742 416 199	12,1%	32 818 673 543	6,8%	16 752 668 751	3,4%	13 070 756 625	2,7%	4 432 389 623	0,9%



Direction des Marchés Publics

Union-Discipline-Travail

Annexe 2

SIGMAP

REPARTITION PAR TYPES MARCHES PAR MINISTERE ET INSTITUTION

Gestion : 2014

Du : 01/01/2014

Au : 30/09/2014

MINISTERE / INSTITUTION	TOTAL		TRAVAUX		FOURNITURES		PRESTATIONS		LCVM		CONV		CNC	
	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%
	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%
MINISTÈRE DES INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES	210	11,0%	136	27,1%	8	1,7%	38	10,8%	18	3,4%	10	21,3%	0	*****
	194 017 822 727	39,9%	179 575 913 535	57,0%	417 021 979	0,9%	10 116 200 714	10,6%	749 879 999	4,5%	3 158 806 500	24,2%	0	*****
MINISTÈRE DU PÉTROLE ET DE L'ENERGIE	74	3,9%	57	11,4%	7	1,5%	7	2,0%	3	0,6%	0	0,0%	0	*****
	68 640 393 290	14,1%	64 311 351 384	20,4%	2 233 201 251	4,9%	2 039 074 755	2,1%	56 765 900	0,3%	0	0,0%	0	*****
MINISTÈRE DES POSTES ET DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE COMMUNICATION	10	0,5%	2	0,4%	5	1,0%	1	0,3%	2	0,4%	0	0,0%	0	*****
	38 788 894 368	8,0%	112 783 252	0,0%	176 931 116	0,4%	38 450 000 000	40,2%	49 180 000	0,3%	0	0,0%	0	*****
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE	155	8,1%	69	13,7%	30	6,2%	25	7,1%	20	3,8%	11	23,4%	0	*****
	26 224 807 606	5,4%	19 349 289 487	6,1%	3 906 453 157	8,6%	1 252 521 351	1,3%	599 399 911	3,6%	1 117 143 700	8,5%	0	*****
MINISTÈRE AUPRÈS DU PREMIER MINISTRE CHARGÉ DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES	41	2,1%	3	0,6%	18	3,7%	4	1,1%	16	3,0%	0	0,0%	0	*****
	23 411 767 021	4,8%	22 170 579 547	7,0%	766 476 948	1,7%	131 836 733	0,1%	342 873 793	2,0%	0	0,0%	0	*****
MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE	114	6,0%	2	0,4%	7	1,5%	64	18,2%	40	7,6%	1	2,1%	0	*****
	20 549 192 603	4,2%	46 500 000	0,0%	214 674 358	0,5%	19 558 795 528	20,5%	644 222 717	3,8%	85 000 000	0,7%	0	*****
MINISTÈRE D'ÉTAT, MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR	364	19,1%	138	27,5%	105	21,8%	3	0,9%	118	22,4%	0	0,0%	0	*****
	19 088 891 513	3,9%	4 764 838 452	1,5%	7 325 500 811	16,2%	734 259 500	0,8%	6 264 292 750	37,4%	0	0,0%	0	*****
PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE	62	3,2%	17	3,4%	37	7,7%	1	0,3%	4	0,8%	3	6,4%	0	*****
	18 385 739 168	3,8%	8 425 506 185	2,7%	9 193 821 996	20,3%	28 095 305	0,0%	225 649 996	1,3%	512 665 686	3,9%	0	*****
MINISTÈRE AUPRÈS DU PREMIER MINISTRE CHARGE DU BUDGET	104	5,4%	1	0,2%	29	6,0%	61	17,4%	5	0,9%	8	17,0%	0	*****
	16 497 931 417	3,4%	33 999 493	0,0%	5 862 684 549	12,9%	7 822 442 981	8,2%	98 990 000	0,6%	2 679 814 394	20,5%	0	*****



Direction des Marchés Publics

Union-Discipline-Travail

Annexe 2

SIGMAP

REPARTITION PAR TYPES MARCHES PAR MINISTÈRE ET INSTITUTION

MINISTÈRE / INSTITUTION	TOTAL		TRAVAUX		FOURNITURES		PRESTATIONS		LCVM		CONV		CNC	
	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%
	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%
MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	79	4,1%	2	0,4%	20	4,1%	34	9,7%	23	4,4%	0	0,0%	0	*****
	13 969 960 306	2,9%	6 708 385 013	2,1%	1 487 568 582	3,3%	5 043 013 161	5,3%	730 993 550	4,4%	0	0,0%	0	*****
MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DE LA LUTTE CONTRE LE SIDA	154	8,1%	7	1,4%	66	13,7%	46	13,1%	30	5,7%	5	10,6%	0	*****
	9 499 063 936	2,0%	339 757 219	0,1%	3 294 435 594	7,3%	3 743 859 002	3,9%	539 476 336	3,2%	1 581 535 785	12,1%	0	*****
MINISTÈRE D'ÉTAT, MINISTÈRE DE L'EMPLOI, DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	57	3,0%	11	2,2%	14	2,9%	11	3,1%	17	3,2%	4	8,5%	0	*****
	7 865 934 995	1,6%	1 052 206 351	0,3%	690 515 566	1,5%	2 293 216 589	2,4%	262 679 984	1,6%	3 567 316 505	27,3%	0	*****
MINISTÈRE DE LA CONSTRUCTION, DE L'ASSAINISSEMENT ET DE L'URBANISME	70	3,7%	16	3,2%	3	0,6%	30	8,5%	20	3,8%	1	2,1%	0	*****
	5 187 370 050	1,1%	1 260 223 877	0,4%	133 031 956	0,3%	3 238 780 133	3,4%	533 840 384	3,2%	21 493 700	0,2%	0	*****
MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE ET DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE	34	1,8%	15	3,0%	18	3,7%	1	0,3%	0	0,0%	0	0,0%	0	*****
	4 944 391 411	1,0%	1 794 772 757	0,6%	3 095 739 854	6,8%	53 878 800	0,1%	0	0,0%	0	0,0%	0	*****
MINISTÈRE DE LA JUSTICE, DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTÉS PUBLIQUES	16	0,8%	3	0,6%	11	2,3%	1	0,3%	1	0,2%	0	0,0%	0	*****
	3 504 657 065	0,7%	2 212 416 353	0,7%	529 740 730	1,2%	0	0,0%	762 499 982	4,6%	0	0,0%	0	*****
MINISTÈRE DÉLÉGUÉ AUPRES DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, CHARGÉ DE LA DÉFENSE	39	2,0%	3	0,6%	31	6,4%	1	0,3%	4	0,8%	0	0,0%	0	*****
	2 885 248 126	0,6%	1 313 509 827	0,4%	1 464 594 536	3,2%	16 520 000	0,0%	90 623 763	0,5%	0	0,0%	0	*****
PREMIER MINISTRE, MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE DES FINANCES ET DU BUDGET	31	1,6%	0	0,0%	24	5,0%	3	0,9%	4	0,8%	0	0,0%	0	*****
	1 857 912 106	0,4%	0	0,0%	1 698 132 169	3,7%	88 879 936	0,1%	70 900 001	0,4%	0	0,0%	0	*****



Direction des Marchés Publics

Union-Discipline-Travail

Annexe 2

SIGMAP

REPARTITION PAR TYPES MARCHES PAR MINISTERE ET INSTITUTION

MINISTÈRE / INSTITUTION	TOTAL		TRAVAUX		FOURNITURES		PRESTATIONS		LCVM		CONV		CNC	
	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%
	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%
MINISTÈRE DU COMMERCE	40	2,1%	0	0,0%	15	3,1%	2	0,6%	23	4,4%	0	0,0%	0	*****
	1 535 217 561	0,3%	0	0,0%	831 676 735	1,8%	229 951 910	0,2%	473 588 916	2,8%	0	0,0%	0	*****
MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DES MINES	22	1,2%	3	0,6%	5	1,0%	1	0,3%	13	2,5%	0	0,0%	0	*****
	1 124 405 190	0,2%	449 955 996	0,1%	197 333 994	0,4%	149 565 000	0,2%	327 550 200	2,0%	0	0,0%	0	*****
MINISTÈRE DES EAUX ET FORÊTS	23	1,2%	3	0,6%	4	0,8%	4	1,1%	12	2,3%	0	0,0%	0	*****
	991 444 179	0,2%	57 259 377	0,0%	149 935 500	0,3%	187 149 398	0,2%	597 099 904	3,6%	0	0,0%	0	*****
MINISTÈRE D'ETAT, MINISTÈRE DU PLAN ET DU DÉVELOPPEMENT	21	1,1%	4	0,8%	2	0,4%	1	0,3%	14	2,7%	0	0,0%	0	*****
	962 496 831	0,2%	555 369 933	0,2%	60 290 339	0,1%	40 000 000	0,0%	306 836 559	1,8%	0	0,0%	0	*****
MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION	16	0,8%	2	0,4%	3	0,6%	0	0,0%	10	1,9%	1	2,1%	0	*****
	754 691 131	0,2%	146 071 817	0,0%	265 085 515	0,6%	0	0,0%	268 193 119	1,6%	75 340 680	0,6%	0	*****
MINISTÈRE DES TRANSPORTS	13	0,7%	0	0,0%	4	0,8%	0	0,0%	9	1,7%	0	0,0%	0	*****
	729 052 060	0,2%	0	0,0%	530 617 063	1,2%	0	0,0%	198 434 997	1,2%	0	0,0%	0	*****
MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA FRANCOPHONIE	24	1,3%	0	0,0%	6	1,2%	1	0,3%	17	3,2%	0	0,0%	0	*****
	584 741 787	0,1%	0	0,0%	253 144 990	0,6%	29 500 000	0,0%	302 096 797	1,8%	0	0,0%	0	*****
MINISTÈRE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA RÉFORME ADMINISTRATIVE	19	1,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	18	3,4%	1	2,1%	0	*****
	527 513 009	0,1%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	336 000 000	2,0%	191 513 009	1,5%	0	*****
MINISTÈRE DE LA FAMILLE, DE LA FEMME ET DE L'ENFANT	38	2,0%	3	0,6%	0	0,0%	0	0,0%	35	6,6%	0	0,0%	0	*****
	476 339 289	0,1%	143 639 322	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	332 699 967	2,0%	0	0,0%	0	*****
MINISTÈRE DES SPORTS ET LOISIRS	18	0,9%	1	0,2%	0	0,0%	7	2,0%	10	1,9%	0	0,0%	0	*****
	428 165 113	0,1%	31 715 070	0,0%	0	0,0%	253 775 945	0,3%	142 674 098	0,9%	0	0,0%	0	*****
MINISTÈRE DES RESSOURCES ANIMALES ET HALIEUTIQUES	13	0,7%	3	0,6%	0	0,0%	0	0,0%	10	1,9%	0	0,0%	0	*****
	416 048 473	0,1%	18 548 523	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	397 499 950	2,4%	0	0,0%	0	*****
MINISTÈRE DU TOURISME	10	0,5%	0	0,0%	2	0,4%	4	1,1%	4	0,8%	0	0,0%	0	*****
	340 835 129	0,1%	0	0,0%	90 000 000	0,2%	90 554 947	0,1%	160 280 182	1,0%	0	0,0%	0	*****



Direction des Marchés Publics

Union-Discipline-Travail

Annexe 2

SIGMAP

REPARTITION PAR TYPES MARCHES PAR MINISTERE ET INSTITUTION

MINISTERE / INSTITUTION	TOTAL		TRAVAUX		FOURNITURES		PRESTATIONS		LCVM		CONV		CNC	
	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%
	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%
CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	9	0,5%	0	0,0%	1	0,2%	0	0,0%	8	1,5%	0	0,0%	0	*****
	313 899 996	0,1%	0	0,0%	150 000 000	0,3%	0	0,0%	163 899 996	1,0%	0	0,0%	0	*****
COMMISSION ELECTORALE INDEPENDANTE	6	0,3%	0	0,0%	1	0,2%	0	0,0%	5	0,9%	0	0,0%	0	*****
	269 000 000	0,1%	0	0,0%	50 000 000	0,1%	0	0,0%	219 000 000	1,3%	0	0,0%	0	*****
COUR SUPREME	5	0,3%	0	0,0%	3	0,6%	0	0,0%	2	0,4%	0	0,0%	0	*****
	208 500 000	0,0%	0	0,0%	91 000 000	0,2%	0	0,0%	117 500 000	0,7%	0	0,0%	0	*****
MEDIATURE	3	0,2%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	3	0,6%	0	0,0%	0	*****
	145 340 000	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	145 340 000	0,9%	0	0,0%	0	*****
PARQUET GENERAL	3	0,2%	0	0,0%	1	0,2%	0	0,0%	2	0,4%	0	0,0%	0	*****
	142 955 000	0,0%	0	0,0%	48 750 000	0,1%	0	0,0%	94 205 000	0,6%	0	0,0%	0	*****
MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	1	0,1%	1	0,2%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	*****
	135 700 000	0,0%	135 700 000	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	*****
MINISTÈRE CHARGÉ DE L'INTÉGRATION AFRICAINE	5	0,3%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	3	0,6%	2	4,3%	0	*****
	125 126 666	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	45 000 000	0,3%	80 126 666	0,6%	0	*****
CONSEIL CONSTITUTIONNEL	1	0,1%	0	0,0%	1	0,2%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	*****
	96 300 000	0,0%	0	0,0%	96 300 000	0,2%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	*****
GRANDE CHANCELLERIE	2	0,1%	0	0,0%	1	0,2%	0	0,0%	1	0,2%	0	0,0%	0	*****
	61 500 000	0,0%	0	0,0%	48 000 000	0,1%	0	0,0%	13 500 000	0,1%	0	0,0%	0	*****
COUR DES COMPTE	1	0,1%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	1	0,2%	0	0,0%	0	*****
	59 000 000	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	59 000 000	0,4%	0	0,0%	0	*****
MINISTÈRE D'ETAT, MINISTÈRE DES AFFAIRES ETRANGÈRES	2	0,1%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	2	0,4%	0	0,0%	0	*****
	30 000 000	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	30 000 000	0,2%	0	0,0%	0	*****
TOTAL	1 909	100,0%	502	26,3%	482	25,2%	351	18,4%	527	27,6%	47	2,5%	0	0,0%
	485 778 249 122	100,0%	315 010 292 770	64,8%	45 352 659 288	9,3%	95 591 871 688	19,7%	16 752 668 751	3,4%	13 070 756 625	2,7%	0	0,0%

Annexe 3a : ETAT DES COURRIERS DE RELANCE

N°	MINISTERES	RELANCE
1	Infrastructures Économiques	6
2	Enseignement Supérieur et Recherche Scientifique	5
3	Santé et Lutte contre le SIDA	5
4	Intérieur et de la Sécurité	3
5	Emploi, des Affaires Sociales et de la Formation Professionnelle	3
6	Culture et Francophonie	3
7	Transports	2
8	Chargé de la Défense	2
9	Chargée de l'Economie et des Finances	1
10	Pétrole et de l'Energie	1
11	Commerce, Artisanat et Promotion des PME	1
12	Agriculture	1
13	Poste et Technologies de l'Information et de la Communication	1
14	Tourisme	1

AUTRES STRUCTURES

1	Programme Présidentiel d'Urgence (PPU)	2
2	Fonds De Développement et Formation Professionnelle	1
3	Imprimerie Nationale	1
TOTAL RELANCES		39

DIRECTION DES MARCHES PUBLICS



Annexe 3b - ETAT COMPARATIF DES DELAIS

Ministère	Préparation				Publicité	Ouverture, attribution et approbation										Nombre de marchés traités	
	Examen des DAO par la DMP	En cas de rejet du DAO, retour du dossier à la DMP après prise en compte des corrections	Vailation définitive du DAO	Délai moyen traitement DAO (entrée - sortie)	Délai de publication ou programmation	Délai moyen travaux COJO	Délai moyen demande ANO	Délai moyen traitement ANO DMP	Notification attribution et invitation à signer le projet de marché	Publication des résultats et délais de recours	Délai moyen signature attributaire	Délai moyen signature AC et numérotatin	Délai moyen approbation	Délai moyen entre ouverture et approbation	Notification approbation		Délai moyen de passation
Délai réglementaire	5	3	3	11	30	8	3	5	3	10	3	5	7	44	3	88	
Conseil Economique et Social	1,0	26,0	1,0	26,0	15,0	1,0	2,0	7,0			38,0	11,0	4,0	58,0		99,0	1
Ministère auprès du Premier Ministre chargé de l'Economie et des Finances	4,1	13,1	3,0	16,4	25,0	8,3	7,0	8,0			23,7	19,0	4,0	56,3		97,8	3
Ministère auprès du Premier Ministre chargé du Budget	2,5	8,7	4,5	11,4	27,0	4,2	10,4	12,6			13,0	14,7	2,3	52,6		91,0	10
Ministère auprès du Président de la République Chargé de la Défense	2,6	8,1	2,4	10,7	30,0	6,0	31,8	11,3			6,0	12,5	3,8	66,3		107,0	4
Ministère de la Justice, des Droits de l'Homme et des Libertés Publiques	2,3	11,1	6,0	17,4	30,0	6,0	17,0	18,0			15,0	22,0	2,0	75,0		122,4	1
Ministère de la Santé et de la Lutte contre le Sida	4,1	14,5	4,5	21,1	30,0	24,6	14,2	10,4			24,1	21,3	4,1	92,1		143,2	11
Ministère de l'Agriculture	4,2	6,2	3,9	9,9	30,0	1,0	17,0	16,0			19,0	55,0	5,0	108,0		147,9	1
Ministère de l'Education Nationale et de l'Enseignement Technique	3,0	8,3	1,8	10,1	29,6	7,1	5,2	10,9			8,3	26,5	4,5	54,4		94,2	40
Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	5	8	4,6	15,6	26,7	7,1	20,5	10,5			49,2	23,4	3,8	99,9		142,2	9
Ministère de l'Environnement, de la Salubrité Urbaine et du Développement Durable	3	11	5	11,5	28,6	10,3	4,9	10,2			16,7	37,0	5,4	77,7		117,9	11
Ministère des Infrastructures Economiques	3,1	7,84	1,9	9,8	20,4	10,8	14,9	13,0			36,6	20,4	4,3	86,6		116,8	55
Ministère d'Etat, Ministère de l'Emploi, des Affaires Sociales et de la Formation Professionnelle	2,8	9	5,5	15,3	15,0	45,5	NC	NC			39,0	21,0	3,0	76,5		106,8	2
Ministère d'Etat, Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité	2,6	3,25	3	6,8	20,0	1,0	3,0	16,0			10,0	14,3	3,0	67,0		93,8	3
Ministère du Commerce, de l'Artisanat et de la Promotion des PME	2,9	7,0	4,0	9,2	30,0	9,3	8,0	14,3			4,7	23,0	3,7	58,7		97,8	3
PRIMATURE	3,8	6,9	2,6	11,1	30,0	7,0	10,0	5,0			41,0	11,0	7,0	63,0		104,1	1

Délais Passation	
Moyenne	112,1
Min	91,0
Max	147,9

Annexe 4 : POINT DES ACTIVITES DE FORMATION AU TROISIEME TRIMESTRE 2014

I. ACTIVITES REALISEES

Public cible	Période	Objectif	Nombre de Ministères visités	Nombre de participants
Membres des Cabinets ministériels	17 au 27 juin 2014	Sensibiliser les membres des Cabinets ministériels sur l'importance de leurs responsabilités dans l'exécution efficace du budget de leurs Ministères.	16	177
Membres des Cabinets ministériels	1 ^{er} au 29 juillet 2014		12	121
TOTAL			28	298

Public cible	Période	Objectif	Nombre de participants
PME/PMI membres de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Côte d'Ivoire	17 septembre 2014	Former les membres des PME/PMI sur les règles et principes fondamentaux des marchés publics	29
Inspection Générale du Trésor	23 au 25 septembre 2014	Former les Inspecteurs du Trésor sur la passation, l'approbation, l'exécution et la régulation des marchés publics.	20
PME/PMI membres de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Côte d'Ivoire	24 septembre 2014	Former les membres des PME/PMI sur l'appropriation du Dossier Type d'Appel d'Offres (DTAO)	32
PME/PMI membres de la Chambre de Commerce et d'Industrie Française en Côte d'Ivoire	25 septembre 2014	Former les membres des PME/PMI sur l'appropriation du Dossier Type d'Appel d'Offres (DTAO)	17
TOTAL			98

II. POINT DES ACTIVITES RELATIVES AUX APPUIS TECHNIQUES

Structures	Nature de l'appui
Centre de Promotion des Investissements en Côte d'Ivoire (CEPICI)	Assistance apportée pour le montage du dossier d'appel d'offres, du projet de marché et de la numérotation des marchés.

III. PERSPECTIVES

Structures	Période	Objectif
Société Nationale du Développement Informatique (SNDI)	octobre 2014	Former les cadres de la SNDI sur les procédures de passation et d'exécution des marchés publics
DAAF et Points Focaux des Ministères	novembre 2014	Former les membres DAAF et Points focaux à l'élaboration des Plan Généraux de Passation des Marchés (PGPM) et des Plans de Passation des Marchés (PPM) ainsi que du DAO à partir des nouveaux DTAO.

Direction Générale du Budget et des finances



Direction des Marchés Publics

SI GMAP

LISTE DES MARCHES
DE GRÉ A GRÉ ET CONVENTIONS
DU MPMB
GESTION 2014
Période du 01/01/2014 au 30/09/2014

MINISTÈRE AUPRÈS DU PREMIER MINISTRE CHARGE DU BUDGET

GRÉ À GRÉ ET CONVENTIONS

GAG Gré à gré

N° Marché	MP	Objet Marché	Montant marché	Titulaire
2014-0-1-0129/02-30	GAG	CONTROLE TECHNIQUE DE NORMALISATION DES RISQUES DES TRAVAUX DE REHABILITATION DU PALAIS DE LA CULTURE (ABIDJAN)	145 428 864	SOCOTEC-CI,
2014-0-1-0291/02-30	GAG	AUDIT SUR LA DETERMINATION DU NIVEAU NORMATIF DES CHARGES ET INVESTISSEMENT DE L' INSTITUT NATIONAL D'HYGIENE PUBLIQUE (INHP)	38 527 000	AUDIT INTER-AUDIT INTER-, CONTINENTAL
2014-0-0-0349/02-30	GAG	FOURNITURE DE MATERIEL INFORMATIQUE AU PROFIT DE LA DAAF DU MPMB	72 300 000	SOUMAHORO DIOP ROKHAYA, F.D.ABDOULAYE ET SAFIYATOU
2014-0-1-0295/02-30	GAG	AUDIT SUR LA DETERMINATION DU NIVEAU NORMATIF DES CHARGES ET INVESTISSEMENT DE LA COMMISSION ELECTORALE INDEPENDANTE (CEI)	55 725 500	MOIHE AUDIT ET CONSEIL,
2014-0-1-0289/02-30	GAG	AUDIT SUR LA DETERMINATION DU NIVEAU NORMATIF DES CHARGES ET INVESTISSEMENT DU SERVICE MEDICAL D'URGENCE (SAMU)	33 217 000	FIDUCIAIRE CHERIF SANOGO, FCS
2014-0-1-0205/02-30	GAG	ETUDE DE VALORISATION DE LA SOCIETE COTE D'IVOIRE TELECOM	81 994 625	PW-PRICE WATERHOUSE E,
2014-0-1-0184/02-30	GAG	ETUDES RELATIVES A LA DETERMINATION DU NIVEAU NORMATIF DES CHARGES ET INVESTISSEMENTS DE LA SPDC, SODEXAM, ANADER, INS, SOTRA ET I2T	404 740 000	GOODWILL AUDIT ET CONSULTING, GOODWILL
2014-0-1-0297/02-30	GAG	AUDIT SUR LA DETERMINATION DU NIVEAU NORMATIF DES CHARGES ET INVESTISSEMENT DE L'UNIVERSITE JEAN NLOROUGNON GUEDE DE DALOA (UJLG)	27 000 000	CIEL EXPERTISE COMPTABLE,
2014-0-1-0185/02-30	GAG	ETUDES RELATIVES A LA DETERMINATION DU NIVEAU NORMATIF DES CHARGES ET INVESTISSEMENTS DE LA POSTE DE COTE D'IVOIRE, DE LA SODEFOR ET DU CNRA	166 214 800	ERNST & YOUNG CCCA,
2014-0-1-0100/02-12	GAG	INFORMATISATION DE LA SOLDE "PROJET SOLDE AN 2000"	120 000 000	CERI-CONSEIL ETUDE ET RE,
2014-0-1-0292/02-30	GAG	AUDIT SUR LA DETERMINATION DU NIVEAU NORMATIF DES CHARGES ET INVESTISSEMENT DE L'INSTITUT PEDAGOGIQUE NATIONAL DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE PROFESSIONNEL (IPNETP)	31 127 667	ABOU B.CHRRIER D. C. (ABCD C.), ABCD CONSULTING
2014-0-1-0037/02-30	GAG	AUDIT DES FLUX BANCAIRES DE L'AGEROUTE	31 491 250	DELOITTE ET TOUCHE,
2014-0-0-0092/02-12	GAG	REHABILITATION DU COLLEGE JEAN MERMOZ : MOBILIER ET EQUIPEMENTS	2 756 891 558	CMI-CONSTRUCTIONS METAL-, LIQUES IVOIRIENNES

Direction Générale du Budget et des finances



Direction des Marchés Publics

SI GMAP

LISTE DES MARCHES
DE GRÉ A GRÉ ET CONVENTIONS
DU MPMB
GESTION 2014
Période du 01/01/2014 au 30/09/2014

MINISTÈRE AUPRÈS DU PREMIER MINISTRE CHARGE DU BUDGET

GRÉ À GRÉ ET CONVENTIONS

GAG Gré à gré

N° Marché	MP	Objet Marché	Montant marché	Titulaire
2014-0-1-0319/02-30	GAG	ASSISTANCE AU MAITRE D'OUVRAGE ET SUIVI DES TRAVAUX DE REHABILITATION DU PALAIS DE LA CULTURE	477 837 696	SOSSAH FRANCIS, F.EMMANUEL D.S.ET CECILE KAK
2014-0-1-0293/02-30	GAG	AUDIT SUR LA DETERMINATION DU NIVEAU NORMATIF DES CHARGES ET INVESTISSEMENT DE L'AGENCE NATIONALE DE LA SALUBRITE URBAINE (ANASUR)	36 127 667	UNICONSEIL COTE D'IVOIRE,
2014-0-1-0290/02-30	GAG	AUDIT SUR LA DETERMINATION DU NIVEAU NORMATIF DES CHARGES ET INVESTISSEMENT DE L' INSTITUT NATIONAL DE FORMATION SOCIALE (INFS)	35 733 350	ECR INTERNATIONAL-EXPERT, ET CONSEILS REUNIS
2014-0-1-0296/02-30	GAG	AUDIT SUR LA DETERMINATION DU NIVEAU NORMATIF DES CHARGES ET INVESTISSEMENT DU CENTRE HOSPITALIER ET UNIVERSITAIRE DE COCODY (CHU COCODY)	51 000 000	CONTINENTAL AUDIT,
2014-0-1-0294/02-30	GAG	AUDIT SUR LA DETERMINATION DU NIVEAU NORMATIF DES CHARGES ET INVESTISSEMENT DU CENTRE DE PROMOTION DES INVESTISSEMENT EN COTE D'IVOIRE (CEPICI)	35 911 333	UNICONSEIL COTE D'IVOIRE,
Total en nombre Gré à gré :		18	Total en montant :	4 601 268 310

Direction Générale du Budget et des finances



Direction des Marchés Publics

SIGMAP

**LISTE DES MARCHES
DE GRÉ À GRÉ ET CONVENTIONS
DU MPMB
GESTION 2014**
Période du 01/01/2014 au 30/09/2014

Union-Discipline-Travail

MINISTÈRE AUPRÈS DU PREMIER MINISTRE CHARGE DU BUDGET

GRÉ À GRÉ ET CONVENTIONS

CONV Convention

N° Marché	MP	Objet Marché	Montant marché	Titulaire
2014-0-3-0031/02-12	CONV	TRAVAUX CADASTRAUX DE NEUF LOCALITES INCORPORES AU SYSTEME D'INFORMATION E-CADASTRE	350 000 000	DCGTX-DIRECTION ET CON-, TROLE DES GRANDS TRAVAUX
2014-0-3-0007/02-12	CONV	CONVENTION DE SUIVI ET DE CONTROLE DES DEPENSES D'ABONNEMENT D'EAU DU SECTEUR PUBLIC	194 000 000	LBTP-CI,
2014-0-3-0008/02-12	CONV	CONVENTION DE SUIVI ET DE CONTROLE DES DEPENSES D'ABONNEMENT D'ELECTRICITE DU SECTEUR PUBLIC	331 000 000	LBTP-CI,
2014-0-3-0016/02-30	CONV	MISE EN PLACE D'UN SYSTEME D'INFORMATION ET DE GESTION DES ENTREPRISES PUBLIQUES (SIGEP)	246 615 385	STE NATIONALE DE DEVELOP, SNDI
2014-0-3-0030/02-12	CONV	IMMATRICULATION DES PERIMETRES COMMUNAUX ET RATTACHEMENT DES TITRES FONCIERS GLOBAUX	500 000 000	DCGTX-DIRECTION ET CON-, TROLE DES GRANDS TRAVAUX
2014-0-3-0004/02-12	CONV	CONVENTION D'ETUDES, DE SUIVI ET CONTROLE D'EXECUTION DES TRAVAUX DE REHABILITATION DES CASERNES MILITAIRES D'ABIDJAN	475 593 708	DCGTX-DIRECTION ET CON-, TROLE DES GRANDS TRAVAUX
2014-0-3-0009/02-12	CONV	ETUDES TECHNIQUES PUIS SUIVI ET CONTROLE DES TRAVAUX D'ADDUCTION D'EAU POTABLE ET D'ELECTRIFICATION DES SITES DE YOPOUGON NOUVEAU QUARTIER ET NIANGON CITE VERTE	38 574 200	DCGTX-DIRECTION ET CON-, TROLE DES GRANDS TRAVAUX
2014-0-3-0039/02-12	CONV	CONVENTION ENTRE LA DGBF ET LASNDI RELATIVE A LA REALISATION DU SYSTEME INTEGRE DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES DES INSTITUTIONS (SIGFIP INSTITUTIONS) DE LA REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE	544 031 101	STE NATIONALE DE DEVELOP, SNDI
Total en nombre Convention :		8	Total en montant :	2 679 814 394

Total en nombre GRÉ À GRÉ ET CONVENTIONS : 26 Total en montant : 7 281 082 704

Total en nombre MINISTERE : 26 Total en montant : 7 281 082 704

TOTAL GENERAL EN NOMBRE : 26 TOTAL GENERAL EN MONTANT 7 281 082 704